



**Revue des Sciences humaines
et sociales, Lettres, Langues et
Civilisations**

**ISSN
2958-2814**

Numéro 005, Janvier 2024

**Université Alassane Ouattara
UFR Communication Milieu et Société**

revue.akiri-uao.org



ISSN 2958-2814

Site web: <https://revue.akiri-uao.org/>

E-mail : revueakiri@gmail.com

Editeur

UFR Communication, Milieu et Société

Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)



ISSN 2958-2814

INDEXATIONS INTERNATIONALES

Pour toutes informations sur l'indexation internationale de la revue *AKIRI*, consultez les bases de données ci-dessous :

auré HAL
accès aux données
de référence de HAL

<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/398946>

Mir@bel
“(RE)CUEILLIR
LES SAVOIRS”

<https://reseau-mirabel.info/revue/15150/Akiri>

ORCID

<https://orcid.org/0009-0002-6794-1377>

Equipe Editoriale

Coordinateur Général : BRINDOUMI Kouamé Atta Jacob
 Directeur de publication : MAMADOU Bamba
 Rédacteur en chef : KONE Kiyali
 Chargé de diffusion et de marketing : KONE Kpassigué Gilbert
 Webmaster : KOUAKOU Kouadio Sanguen

Comité Scientifique

SEKOU Bamba, Directeur de recherches, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny
 OUATTARA Tiona, Directeur de recherches, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny
 LATTE Egue Jean-Michel, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 FAYE Ouseynou, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop
 GOMGNIMBOU Moustapha, Directeur de recherches, CNRST,
 ALLOU Kouamé René, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny
 KAMATE Banhouman André, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny
 ASSI-KAUDJHIS Joseph Pierre, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 SANGARE Abou, Professeur titulaire, Université Peleforo Gbon Coulibaly
 SANGARE Souleymane, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 CAMARA Moritié, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 COULIBALY Amara, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 NGAMOUNSIKA Edouard, Professeur titulaire, Université Marien N'gouabi de Brazzaville
 KOUASSI Kouakou Siméon, Professeur titulaire, Université de San-Pedro
 BATCHANA Essohanam, Professeur titulaire, Université de Lomé
 N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Université Marien N'gouabi de Brazzaville
 DEDOMON Claude, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 NGUE Emmanuel, Maître de conférences, Université de Yaoundé I
 N'GUESSAN Mahomed Boubacar, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny
 BA Idrissa, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop
 KAMARA Adama, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 SARR Nissire Mouhamadou, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop
 ALLABA Djama Ignace, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny
 DIARRASSOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 TOPPE Eckra Lath, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 M'BRA Kouakou Désiré, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

Comité de Lecture

BATCHANA Eossohanam, Professeur titulaire, Université de Lomé
 N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Marien N'gouabi de Brazzaville
 CAMARA Moritié, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 FAYE Ousseynou, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop
 BA Idrissa, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop
 BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 SARR Nissire Mouhamadou, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop
 GOMGNIMBOU Moustapha, Directeur de recherches,
 DEDOMON Claude, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 BRINDOUMI Atta Kouamé Jacob, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 DIARRASOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 ALABA Djama Ignace, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 DEDE Jean Charles, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara
 BAMBA Abdoulaye, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny
 BAKAYOKO Mamadou, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 SANOGO Lamine Mamadou, Directeur de recherches, CNRST, Ouagadougou
 GOMA-THETHET Roval, Maître-Assistant, Université Marien N'gouabi de Brazzaville
 GBOCHO Roselyne, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara
 SEKA Jean-Baptiste, Maître-Assistant, Université Lorognon Guédé,
 SANOGO Tiantio, Maître-Assistante, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action
 Culturelle
 ETTIEN N'doua Etienne, Maître-Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny
 DJIGBE Sidjé Edwige Françoise, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara
 YAO Elisabeth, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara

Contacts

Site web: <https://revue.akiri-uao.org/>
 E-mail : revueakiri@gmail.com
 Tél. : + 225 0748045267 / 0708399420 / 0707371291

Indexations internationales :

Auré HAL : <https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/398946>

Mir@bel : <https://reseau-mirabel.info/revue/15150/Akiri>

ORCID : <https://orcid.org/0009-0002-6794-1377>

PRESENTATION DE LA REVUE AKIRI

Dans un environnement marqué par la croissance, sans cesse, des productions scientifiques, la diffusion et la promotion des acquis de la recherche deviennent un impératif pour les acteurs du monde scientifique. Perçues comme un patrimoine, un héritage à léguer aux générations futures, les productions scientifiques doivent briser les barrières et les frontières afin d'être facilement accessibles à tous.

Ainsi, s'inscrivant dans la dynamique du temps et de l'espace, la revue « **AKIRI** » se présente comme un outil de promotion et de diffusion des résultats des recherches des enseignants-chercheurs et chercheurs des universités et de centres de recherches de Côte d'Ivoire et d'ailleurs. Ce faisant, elle permettra aux enseignants-chercheurs et chercheurs de s'ouvrir davantage sur le monde extérieur à travers la diffusion de leurs productions intellectuelles et scientifiques.

AKIRI est une revue à parution trimestrielle de l'Unité de Formation et de Recherches (UFR) : Communication, Milieu et Société (CMS) de l'Université Alassane Ouattara. Elle publie les articles dans le domaine des Sciences humaines et sociales, Lettres, Langues et Civilisations. Sans toutefois être fermée, cette revue privilégie les contributions originales et pertinentes. Les textes doivent tenir compte de l'évolution des disciplines couvertes et respecter la ligne éditoriale de la revue. Ils doivent en outre être originaux et n'avoir pas fait l'objet d'une acceptation pour publication dans une autre revue à comité de lecture.

PROTOCOLE DE REDACTION DE LA REVUE AKIRI

La revue *AKIRI* n'accepte que des articles inédits et originaux dans diverses langues notamment en allemand, en anglais, en espagnol et en Français. Le manuscrit est remis à deux instructeurs, choisis en fonction de leurs compétences dans la discipline. Le secrétariat de la rédaction communique aux auteurs les observations formulées par le comité de lecture ainsi qu'une copie du rapport, si cela est nécessaire. Dans le cas où la publication de l'article est acceptée avec révisions, l'auteur dispose alors d'un délai raisonnable pour remettre la version définitive de son texte au secrétariat de la revue

Structure générale de l'article :

Le projet d'article doit être envoyé sous la forme d'un document Word, police Times New Roman, taille 12 et interligne 1,5 pour le corps de texte (sauf les notes de bas de page qui ont la taille 10 et les citations en retrait de 2 cm à gauche et à droite qui sont présentées en taille 11 avec interligne 1 ou simple). Le texte doit être justifié et ne doit pas excéder 18 pages. Le manuscrit doit comporter une introduction, un développement articulé, une conclusion et une bibliographie.

Présentation de l'article :

- Le titre de l'article (15 mots maximum) doit être clair et concis. De taille 14 pts gras, il doit être centré.
- Juste après le titre, l'auteur doit mentionner son identité (Prénom et NOM en gras et en taille 12), ses adresses (institution, e-mail, pays et téléphones en italique et en taille 11)
- Le résumé (200 mots au maximum) présenté en taille 10 pts ne doit pas être une reproduction de la conclusion du manuscrit. Il est donné à la fois en français et en anglais (abstract). Les mots-clés (05 au maximum, taille 10pts) sont donnés en français et en anglais (key words)
- Le texte doit être subdivisé selon le système décimal et ne doit pas dépasser 3 niveaux exemples : (1. - 1.1. - 1.2. ; 2. - 2.1. -2.2. - 2.3. - 3. - 3.1. - 3.2. etc.)
- Les références des citations sont intégrées au texte comme suit : (L'initial du prénom suivi d'un point, nom de l'auteur avec l'initiale en majuscule, année de publication suivie de deux points, page à laquelle l'information a été prise). Ex : (A. Kouadio, 2000 : 15).
- La pagination en chiffre arabe apparait en haut de page et centrée.
- Les citations courtes de 3 lignes au plus sont mises en guillemet français («... »), mais sans italique.

N.B. : Les caractères majuscules doivent être accentués. Exemple : État, À partir de ...

Références bibliographiques

Ne sont utilisées dans la bibliographie que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur. Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, zone titre, lieu de publication, zone éditeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif.

Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté entre guillemets et celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une presse écrite est présenté en italique. Dans la zone éditeur, on indique la maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2^{nde} éd.).

Les références des sources d'archives, des sources orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

- Pour les sources orales, réaliser un tableau dont les colonnes comportent un numéro d'ordre, nom et prénoms des informateurs, la date et le lieu de l'entretien, la qualité et la profession des informateurs, son âge ou sa date de naissance et les principaux thèmes abordés au cours des entretiens. Dans ce tableau, les noms des informateurs sont présentés en ordre alphabétique
- Pour les sources d'archives, il faut mentionner en toutes lettres, à la première occurrence, le lieu de conservation des documents suivi de l'abréviation entre parenthèses, la série et l'année. C'est l'abréviation qui est utilisée dans les occurrences suivantes :
Ex. : Abidjan, Archives nationales de Côte d'Ivoire (A.N.C.I), 1EE28, 1899.
- Pour les ouvrages, on note le NOM et le prénom de l'auteur suivis de l'année de publication, du titre de l'ouvrage en italique, du lieu de publication, du nom de la société d'édition et du nombre de page.
Ex : LATTE Egue Jean-Michel, 2018, *L'histoire des Odzukru, peuple du sud de la Côte d'Ivoire, des origines au XIX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 252 p.
- Pour les périodiques, le NOM et le(s) prénom(s) de l'auteur sont suivis de l'année de la publication, du titre de l'article entre guillemets, du nom du périodique en italique, du numéro du volume, du numéro du périodique dans le volume et des pages.
Ex : BAMBA Mamadou, 2022, « Les Dafing dans l'évolution économique et socio-culturelle de Bouaké, 1878-1939 », *NZASSA*, N°8, p.361-372.

NB : Les articles sont la propriété de la revue.

SOMMAIRE

LANGUES, LETTRES, CIVILISATIONS

Études arabes et islamiques

1. **Le discours des mosquées d’Al-falah. L’exemple du sermon du vendredi**
Seydou KHOUMA 1-16

Études hispaniques

2. **Linguistique hispanique et langues endogènes dans le supérieur au Gabon. Approche prospective du développement durable**
Lucie Eliane DISSOUVA..... 17-35

Lettres Modernes

3. **L’onomastique de la paix ou la figure de *Sidsore* dans « *Burkîn-bila* » de *Pëgwënde Erik Zinaaba***
Dieu-Donné ZAGRE & Barthélemy KABORE..... 36-48
4. **De l’emploi des déterminants définis dans la presse congolaise : pour une approche méthodique**
Système Tam’si MAVOUNGOU & Ferdinand OTSIEMA GUELLELY 49-62
5. **« La Liberté guidant le peuple » de Delacroix ou l’art de la propagande**
Bara NDIAYE..... 63-76
6. **Les formes du surréalisme français dans la poésie de Tchicaya U Tam’si**
Serge Simplicite NSANA..... 77-94
7. **Proverbes dida et éducation : racines d’un développement endogène**
Dago Michel GNESSOTE & Yacouba FANNY..... 95-106

COMMUNICATION, SCIENCE DU LANGAGE, ARTS ET PATRIMOINE

Sciences du langage et de la communication

8. **(re)penser la presse écrite comme industrie culturelle. Enjeux et urgence d’un modèle économique au prisme du numérique.**
Jacob Y. YARABATIOULA & Manégda Justin ROUAMBA..... 107-120
9. **La marginalisation de l’oralité dans la recherche en Sciences de l’information et de la communication (SIC)**
Marie Zoé MFOUMOU..... 121-138

Sciences de l’art et du patrimoine

10. **Les mécanismes endogènes, une des solutions aux aléas du changement climatique**
Fabrice ALIMAN..... 139-155
11. **Support de communication et son impact dans l’amélioration de la crise sanitaire à coronavirus en Côte d’Ivoire : cas des affiches de sensibilisation**
Abdoulaziz SEIDOU & Soumaïla FOFANA 156-173

SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Géographie

- 12. Impact de la mise en œuvre du plan d'aménagement de la forêt classée des monts mandingues au Mali**
Diakaridia SIDIBE 174-188
- 13. La précarité dans le quartier périphérique de Ntsangamani (Arrondissement 8, Madibou-Brazzaville)**
MIFOUNDU Jean Bruno & OKOUYA Clotaire Claver..... 189-203
- 14. Calendriers culturels à l'épreuve de l'évolution du climat dans la sous-préfecture de Bouaké (centre de la Côte d'Ivoire)**
Kouakou Hermann Michel KANGA..... 204-218
- 15. Potentialités et menaces sur les zones humides du barrage de Ziga au Burkina Faso**
Songanaba ROUAMBA..... 219-237

Histoire

- 16. Les Dozo à l'épreuve du covid-19 en Côte d'Ivoire : entre croyances et résistances (2020-2021)**
Noël Okobé DATRO..... 238-250
- 17. L'application du programme d'histoire dans les lycées et collèges du Sénégal, 2010-2016**
Valy FAYE..... 251-267
- 18. La contribution de la coopération canadienne au développement de l'éducation de base au Burkina Faso (1990 à 2021)**
Salif KIENDREBEOGO, Kapeindba TOUGMA & Jean Tiéwendé BALIMA..... 268-285
- 19. De la conception ministérielle de la royauté à la royauté élective chez les francs du IV^e au X^e siècle**
EKOU Assoumou Gilbert & ETTIEN Comoé Fulbert..... 286-299
- 20. La crise économique asiatique de 1997 ou le choc systémique des économies émergentes**
Kouamé Christophe N'GUESSAN & Ben Soualiouo MÉITÉ 300-316

Philosophie

- 21. La crise sécuritaire au sahel et la crise de l'école : enjeux politiques et perspectives**
Boubacar OUÉDRAOGO & Moussa DIALLO 317-334
- 22. L'école dans la réussite sociale : entre idéalisation et désillusion**
Aya Anne-Marie KOUAKOU..... 335-347

Anthropologie et sociologie

- 23. Les facteurs sociaux du conflit autour de la chefferie villageoise d'Adjéyaokro à Bouaké**
Landry Yves FALLE 348-360
- 24. Le pacte de sang entre Baye et Dah, deux villages dafing du cercle de Bankass (Mali)**
Amadou SENOU..... 361-379
- 25. Formes et expressions des dénonciations des violences basées sur le genre (VBG) : commune de Man**
Drissa DIARRASSOUBA..... 380-396
- 26. Négligence du dessin systématique dans certains cours élémentaire et moyen de la région pédagogique d'Abomey**
Pierre CHANOU, Agbodjinou Germain ALLADAKAN, Koffi ALLADAKAN, Kwamè AKOGNINO, Irma ZOUNTCHEGBE & Elie MEVOGNON..... 397-410
- 27. Approche psychologique des épreuves physiques pour l'entrée en Départements STAPS/J-L : analyse et mise en pratique.**
Cheikh SARR & Hameth DIENG..... 411-429

Psychologie

- 28. Troubles de l'idéalisation des figures parentales et problématique du placement institutionnel des enfants en difficultés familiales à Niamey**
AMADOU Soumana..... 430-445

Science de l'éducation

- 29. Université Marien Ngouabi, cinquante ans après : un fleuron devenu obsolète**
Chris Poppel LOUYINDOULA BANGANA YIYA & Roval Caprice GOMA-THETHET BOSSO 446-457
- 30. Étude sur les compétences en gestion scolaire des enseignants du primaire : Quels enjeux pour la formation initiale**
Amadou Yoro NIANG..... 458-474
- 31. Le supporter gabonais au bord de l'organisation entre le politique et le sportif : Enjeux et tribulations**
MEGNE M'ELLA Ghislain Désiré Diether..... 475-493
- 32. Evaluation, Communication, Apprentissage dans les universités publiques du Burkina**
Joseph Dougoudia LOMPO..... 494-501

La crise économique asiatique de 1997 ou le choc systémique des économies émergentes

Kouamé Christophe N'GUESSAN

*Département d'Histoire,
UFR Sciences Sociales et Humaines (SSH),
Université Jean Lorougnon Guédé,
(Daloa - Côte d'Ivoire),
nchristophe2014k@gmail.com*

&

Ben Soualiouo MÉITÉ

*Département d'Histoire,
UFR Sciences Humaines et Sociales,
Université Félix Houphouët-Boigny,
(Abidjan - Côte d'Ivoire),
soualioben@yahoo.fr*

Résumé

Pendant longtemps, l'Asie du Sud-Est a entrepris d'audacieux projets économiques suivant un système financier et un modèle de développement atypique. Si ce système révolutionnaire a rapidement produit d'intéressants résultats, celui-ci dans le courant des années 1990 a commencé à montrer ses limites. Pire il a précipité les économies des pays d'Asie du Sud-Est dans une crise sans précédent, qui s'est exportée dans d'autres régions du monde. La manifestation de cette crise était telle que les conséquences furent toutes aussi désastreuses, tant au niveau financier, économique, commercial et même politique. Sa résolution fut d'abord l'affaire des pays en crise, qui essayèrent, à travers des mesures restrictives et l'activation d'organisations régionales, de redresser le tir, avant de se tourner vers les institutions financières internationales, notamment le FMI et la Banque mondiale.

Mots clés : système financier, crise économique, Asie

The Asian economic crisis of 1997 or the systemic shock of emerging economies

Abstract

For a long time, Southeast Asia has undertaken bold economic projects following a financial system and an atypical development model. While this revolutionary system quickly produced interesting results, it began to show its limits in the 1990s. Worse, it has plunged the economies of Southeast Asian countries into an unprecedented crisis, which has been exported to other parts of the world. The manifestation of this crisis was such that the consequences were equally disastrous, both financially, economically, commercially and even politically. Its resolution was first the business of the countries in crisis, which tried, through restrictive measures and the activation of regional organizations, to rectify the situation, before turning to international financial institutions, in particular the IMF and the World Bank.

Keywords: financial system, economic crisis, Asia

Introduction

Pendant longtemps, les pays du Sud-Est asiatique s'étaient lancés dans de faramineux projets de développement, en mettant sur pied diverses sortes d'industries. Depuis lors, et cela pendant plus de trente années, des pays comme la Corée du Sud, l'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande ont affiché des performances économiques remarquables. Ces performances économiques étaient caractérisées par une croissance rapide, une faible inflation, une stabilité macroéconomique, des finances publiques solides, une épargne élevée, une économie ouverte et des secteurs d'exploitation prospère, selon B. A. Bijan (1999 : 28-31).

Mais, à partir de la deuxième-moitié des années 1990, les stratégies économiques et industrielles de développement expérimentées dans cette partie du monde commencèrent à montrer leurs limites. Pire, elles précipitèrent ces économies jadis florescentes, dans une crise dont les répercussions se sont faites ressenties au-delà des frontières de l'Asie du Sud-Est.

La crise économique asiatique a débuté en 1997 avec la dépréciation de la monnaie thaïlandaise. En l'espace de trois ans (1997 à 1999), elle avait fait le tour du monde. En effet, cette crise a eu trois séquences dans quatre régions du monde. Elle a eu pour berceau le Sud-Est asiatique. Ensuite, elle s'est étendue à l'Europe de l'Est, notamment dans les pays slaves orientaux. Elle a aussi touché l'Afrique de manière modérée avant d'avoir des effets plus dévastateurs en Amérique latine.

Cette étude fait l'analyse d'un système financier et économique éprouvé en Asie du Sud-Est, qui fut rapidement revisité au vu de ses limites. Pour parvenir à notre fin, nous nous interrogeons de savoir : quels ont été les tenants et les aboutissants de la crise économique asiatique de 1997 et les tentatives de solutions en vue de l'endiguer ?

Les écrits pour traiter de la crise économique asiatique de 1997 foisonnent. Et cela, du fait de la complexité et des multiples ramifications encore inavouées de celle-ci. Ceux-ci sont des sources, notamment celles des structures financières internationales comme le FMI ou encore des articles de journaux. Il s'agit également de travaux scientifiques de chercheurs.

Toute cette documentation, selon l'objectif des auteurs, fournit une pléiade d'informations disparates qu'il fallait sélectionner avant de faire un tri, suivant nos objectifs. Cette opération de tri a eu pour avantage d'infirmer ou de confirmer certains doutes à travers la confrontation des

informations reçues. Elle a néanmoins permis d'avoir des informations plus proches de la réalité, pour faire ce travail, qui est organisé autour de trois axes d'étude. Il s'agit de distinguer d'abord les origines de la crise économique asiatique de 1997, ensuite de voir ses manifestations ou encore son déroulement et enfin, il est question d'étudier ses conséquences et les solutions proposées pour sa résolution.

1. Les origines de la crise économique asiatique de 1997

La crise économique qui a fortement ébranlée les pays asiatiques dans la deuxième moitié des années 1990 trouve ses origines dans la déstabilisation des finances des pays de cette région du monde. Elle trouve aussi ses raisons dans la fragilisation du système industriel de ces pays mis à mal par le système financier adopté.

1.1. Les origines financières de la crise économique asiatique de 1997

Des raisons financières expliquent la crise asiatique. En effet, l'Asie du Sud-Est, au vu de ses potentialités économiques était devenue une attraction pour les placements nouveaux de capitaux. C'est ainsi que d'importants montants de fonds étrangers furent orientés vers ce nouveau marché. Du fait de l'attrait que constituait subitement cette partie du monde, les prix des actions et de l'immobilier ont rapidement grimpé ; ce qui attirait encore plus de financements. Mais l'allocation intérieure de ces ressources étrangères empruntées a été inefficace, en raison de la fragilité du système bancaire des pays asiatiques, de la médiocrité de l'expertise, en termes de gouvernance d'entreprise et des fonds et du manque de transparence du secteur financier. En plus, la capacité d'absorption limitée de ces pays a aussi contribué à une gestion inefficace des capitaux étrangers (B. A Bijan, 1999 : 28-31). Aussi, les pays appliquaient des taux de change fixes. Ce système ainsi expérimenté a donné un faux sentiment de sécurité aux emprunteurs. Et cette aberration les encourageait à contracter plus de dettes en dollars, (D. J. Ernould, 1998 : 285-295).

En outre, dans les pays touchés par la crise de 1997, les exportations étaient déjà faibles au milieu des années 1990 pour un certain nombre de raisons. Ces raisons sont entre autres l'appréciation du dollar américain contre le yen, la dévaluation du yuan par la Chine en 1994 et la perte de certains marchés avec l'entrée en vigueur de l'Accord de Libre-Echange Nord-Américain (ALENA), selon B. A. Bijan (1999 : 28-31). Les entrées massives de capitaux et l'affaiblissement des exportations se sont traduits par un alourdissement des déficits des transactions courantes. Pour aggraver encore

la situation, une part substantielle des entrées de capitaux était sous-forme de dette à court terme ; ce qui exposait les pays aux chocs extérieurs (R. De Koninck et al., 1999 : 267-289).

Toutes ces raisons ont fini par fragiliser le système financier asiatique, qui s'est retrouvé vulnérable. Pire, la crise est rapidement devenue économique du fait de l'arrêt subit de l'appareil industriel, qui avait phagocyté les emprunts antérieurs de capitaux étrangers. Ainsi, les déboires industriels de ces pays emprunteurs de capitaux amarrés au dollar américains étaient désormais la cause d'une véritable crise économique, qui a pris souche dans les pays du Sud-Est asiatique dès 1997.

1.2. Les causes industrielles de la crise asiatique de 1997

Les preuves industrielles à l'origine de la crise économique asiatique de 1997 abondent. Le constat était que de profondes failles structurelles étaient déjà visibles dans le système industriel de ces pays. Malheureusement, l'effervescence et l'euphorie liées à la subite et extraordinaire performance économique de l'Asie ont contribué à camoufler les prémices d'une éventuelle crise, comme l'écrit J. Ernould (1998 : 285-295).

En effet, en examinant la situation des économies asiatiques de plus près, des signes peu rassurants apparaissaient déjà, de manière évidente, dès 1996 et au début de l'année 1997. Le premier signe a été l'accumulation des capacités de productions excédentaires dans de nombreux secteurs¹. Cela, était une conséquence des programmes de développement ambitieux menés par plusieurs économies d'Asie du Sud-Est, qui avaient massivement investi dans l'industrie lourde ou les technologies de pointe, en l'occurrence dans la sidérurgie, l'automobile ou l'électronique, par exemple². Or, l'incidence de ces investissements sur les secteurs eux-mêmes a été minimisée au moment où ces projets étaient menés. De plus, les excédents de capacités, conjugués à la diminution des obstacles aux échanges commerciaux, ont intensifié les pressions sur la concurrence³.

Par ailleurs, les gouvernements des pays asiatiques ont, pendant ce temps, déployé des efforts pour doter leurs économies d'industries de pointe, sans pour autant disposer de l'expertise technique

¹ REDTAC, *Les origines de la crise asiatique*, [en ligne], redtac.org (consulté le 28 août 2023)

² Thomas ANDERSON et Peter AVERY, *La crise industrielle en Asie : ce qui s'est réellement passé*, [en ligne], <https://perso.univ-rennes1.fr> (consulté le 29 août 2023)

³ *Ibid.*

nécessaire pour les soutenir. Cela n'a fait que renforcer leur dépendance vis-à-vis des produits et des technologies importées. Du fait de ce manque d'expertise, de nombreuses entreprises ont fonctionné en deçà de leur potentiel de production⁴. Les entreprises éprouvaient également des difficultés à innover, alors qu'il s'agit là d'une activité vitale pour les secteurs de pointe à forte intensité de savoir⁵. Parallèlement, la compétitivité dans ces secteurs s'est émoussée tandis que la croissance de l'activité économique contribuait à l'accroissement des salaires. Pendant ce temps, les taux de changes réels des monnaies rattachées au dollar étaient surévalués avec la montée de la monnaie américaine. En outre, du fait d'un accès facile au crédit et de la souplesse des critères en matière de prêt, les entreprises n'avaient aucun mal à emprunter pour financer leurs projets, qu'ils soient ingénieux ou improbable ; ce qui a contribué au surendettement des conglomérats industriels⁶.

Avant la crise, l'endettement des sociétés non financières en Indonésie et en Thaïlande était de deux à trois fois supérieures à leurs fonds propres. Ce rapport a été augmenté en 1995 et en 1996, à l'approche de la crise. Cette situation n'était plus maîtrisable une fois la crise déclenchée. Ainsi, en Corée du Sud, le ratio d'endettement des trente premiers conglomérats (chaebols⁷) dépassait les 500 %, selon, M. Lautier (1999 : 751-774). Toujours selon ce même auteur, le ratio d'endettement atteignait même 570% en fin d'année 1997, pour les trente premiers groupes industriels susmentionnés (M. Lautier, 1999 : 751-774). Ce surendettement était tolérable tant que les capacités étaient pleinement utilisées. Mais dès que cela n'a plus été le cas, ces entreprises surdéveloppées se sont trouvées en grande difficulté sur le plan financier et un grand nombre d'entre elles ont fait faillite. En Corée de Sud par exemple, le nombre d'entreprises insolubles a considérablement grimpé, passant d'environ 9.500 à 14.000 sur la période 1992-1996 et à près de 23.000 en 1998⁸.

⁴ *Ibid.*

⁵ Thomas ANDERSON et Peter AVERY, *Op. Cit.*, (consulté le 29 août 2023)

⁶ Thomas ANDERSON et Peter AVERY, *Op. Cit.*, (consulté le 29 août 2023)

⁷ Dans le milieu des affaires coréennes, un chaebol est le nom qu'on donne à un grand groupe industriel. C'est, en réalité, un ensemble d'entreprises, de domaines variés, entretenant entre elles des participations croisées et ayant une puissance économique très importante.

⁸ Chung Yeol PARK, « Le chaebol après la crise de 1997 », *Revue de la régulation*, n°3/4, 2^{ème} semestre 2008, [en ligne], <https://journal.openedition.org> (consulté le 29 août 2023)

En Thaïlande, « [...] le déficit de paiement courant, qui était proche de 6% de 1992 à 1994 a atteint 8% de 1995 à 1996 », d'après A. Guillouët (1998 : 195-247). En fait, l'afflux de capitaux et la relative bonne santé des affaires faisaient que tout le monde feignait de ne pas voir le danger venir ; surtout que les entreprises avaient toute la marge de manœuvre nécessaire pour étendre leurs activités comme bon leur semblait en bénéficiant toujours des prêts et souvent même de soutien politique.

Une autre réalité des faits était que la surveillance des banques et des autorités de régulation était insuffisante. À cela, on peut ajouter le fait que peu de comptes étaient rendus aux actionnaires, qui accordaient plus d'importance à l'expansion des activités qu'aux bénéfices de l'entreprise. Cette stratégie a longtemps été soutenue aussi bien par les salariés que par les fournisseurs et les créanciers. Cette forme d'autarcie des entreprises a ralenti le transfert et l'adoption des technologies et du savoir-faire en matière de gestion venant de l'extérieur. Il y avait un déficit de transparence à tous les niveaux et les actionnaires minoritaires étaient peu écoutés. On s'est retrouvé, à maintes occasions, avec un grand nombre d'investissements de moindre qualité dans les portefeuilles des entreprises⁹.

Outre le peu de crédibilité constatable chez certains investisseurs, la priorité donnée aux grandes entreprises s'est opérée aux dépens des PME. Ainsi, les liens entre PME – relais et/ou compléments des grandes entreprises – n'ont pu se créer. Les grandes entreprises ont dû davantage recourir à une technologie importée et plus coûteuse. Les PME étant absentes sur ce terrain, le déficit en matière de capacité d'innovation n'a fait qu'empirer. Les entreprises, grandes et petites, qui ne pouvaient que souffrir d'une telle dichotomie de la politique industrielle, ont peu à peu perdu de leur compétitivité ; ce qui s'est traduit par un ralentissement des exportations, comme le dit P. Régnier (1993 : 625-642).

Avec la hausse générale des salaires, il a semblé que les industries à bas salaires dans ces pays auraient tout simplement perdu leur avantage comparatif. Comment la crise s'est-elle manifestée ?

⁹ Chung Yeol PARK, *Op. Cit.*, (consulté le 29 août 2023)

2. La manifestation de la crise économique asiatique de 1997

Les effets de la crise économique asiatique de 1997 étaient perceptibles au niveau des pays d'Asie du Sud-Est. Ceux-ci ont été également visibles à d'autres endroits du monde.

2.1. La manifestation de la crise en Asie

La crise a véritablement débuté le 2 juillet 1997, en Thaïlande. À ce propos, E. Desrosiers¹⁰ soutient que : « C'est, en effet, le 2 juillet 1997 que la Thaïlande s'est rendue aux conseils des experts et s'est résignée à abandonner sa politique de taux de change fixe amarré au dollar américain, après des mois à essayer de défendre sa devise contre les attaques de grands fonds spéculatifs ».

La décision de laisser flotter le baht thaïlandais a entraîné dans sa chute, la quasi-totalité des monnaies des pays de cette partie du monde. L'effet produit par la crise naissante a été un choc du système financier éprouvé en Asie du Sud-Est, qui a eu un relent dévastateur sur toutes les entreprises asiatiques, qu'elles aient été bien ou mal gérées. Dans la foulée, la demande intérieure et régionale de biens et services s'est effondrée (M. Navarro, 2008 : 273-275). Le coût des importations s'est nettement accru en monnaie nationale, de même que les échéances de remboursement des prêts libellés en devises. Les taux d'intérêt ont grimpé sous l'effet des interventions des autorités pour défendre leur monnaie nationale, tandis que la prudence qui s'imposait rendait le crédit de moins en moins accessible, en particulier pour les PME¹¹. Les ventes ont baissé et les coûts ont augmenté, comme nous l'avons souligné. La demande intérieure, par exemple, a diminué en 1998 de 8 % aux Philippines et de 20 %, voire plus en Indonésie, en Malaisie, en Corée et en Thaïlande, comme le rapportent T. Anderson et P. Avery¹².

Au milieu de l'année 1998, des pans entiers du secteur des entreprises étaient insolvables ou accusaient de graves pertes. Pour faire face à la chute de la demande intérieure et régionale, les entreprises en difficulté ont généralement tenté d'accroître leurs exportations. Ainsi, une reconfiguration de la structure des échanges s'était opérée. Mais elle n'a pas été suffisante pour compenser les effets de la crise. Car, si les exportations ont progressé en volume, elles ont en fait diminué en valeur exprimée en dollars. En même temps, la valeur des importations en dollars a

¹⁰ Eric DESROSIERS, *La dure leçon de la crise asiatique*, [en ligne], <https://www.ledevoir.com> (consulté le 29 août 2023)

¹¹ Chang. Yeol PARK, *Op. Cit.*, (consulté le 29 août 2023)

¹² Thomas ADERSON et Peter AVERY, *Op. Cit.*, (consulté le 28 août 2023)

chuté d'environ un tiers. La variation nette du solde de la balance commerciale combinée, des cinq pays d'Asie du Sud-Est touchés par la crise, a porté sur 130 à 135 milliards de dollars, passant ainsi d'un déficit de 50 milliards de dollars en 1996 à un excédent de 80 à 85 milliards de dollars environ en 1998¹³. Toutes ces insuffisances ont fait reculer les PIB des pays comme l'Indonésie, la Thaïlande, la Malaisie et la Corée de Sud à des niveaux particulièrement bas. C'est ce que L. Guilhot (2009 : 123-138), avec un peu plus d'explication traduit en ces termes : « Le recul du taux d'intérêt pour la majorité de ces économies en 1998 est net. L'Indonésie accuse une baisse de son PIB de 13,2%, la Thaïlande de 10,4%, la Malaisie de 7,5%, la Corée du Sud de 6,7% ».

La lecture des paragraphes précédents montre à quel point la crise a eu un impact sur l'appareil industriel des pays asiatiques en particulier et par prolongement l'économie tout entière. La crise a permis de voir les failles du système financier adopté par les pays asiatiques. En outre, la crise asiatique ne s'est pas seulement limitée à l'Asie du Sud-Est. Les pays économies intermédiaires l'ont tous vécu d'une manière ou d'une autre, à travers le monde.

2.2. La manifestation de la crise dans le reste du monde

La crise née de la perte de la valeur du baht thaïlandais s'est rapidement propagée au reste du monde. Mais elle laissait entrevoir une particularité dans sa propagation. C'était à croire qu'elle épargnait les deux extrémités (les économies faibles ou extrêmement faibles et les économies fortes) de l'économie mondiale et s'attaquait qu'aux pays à économie intermédiaire. Du moins, les pays tributaires de ces types d'économies (faibles et fortes) ont dans l'ensemble résisté à la crise. Ainsi les craintes formulées à l'endroit des pays africains, notamment ceux au Sud du Sahara furent vite oubliées parce que la crise n'avait pas vraiment choisi cette cible¹⁴.

Dans la zone OCDE, par exemple, la crise financière n'a guère eu d'effets dévastateurs sur la plupart des pays. La croissance économique dans cette zone, qui était de 3,3 % en 1997, est juste passée à 2,3 % en 1998¹⁵.

¹³ OMC, *La croissance du commerce mondiale accélérée en 1997 malgré la crise qui a frappé certains marchés financiers en Asie*, [en ligne], *wto.org* (consulté le 30 août 2023)

¹⁴ Les pays africains, en général, et ceux au Sud du Sahara, en particulier, sont des pays à économies faibles. A ce titre, ils sont vus comme des pays vulnérables et sont, régulièrement, présentés d'office, comme des victimes probables des grandes crises du monde, notamment les pandémies, les crises économiques, les guerres, ...

¹⁵ Thomas ADERSON et Peter AVERY, *Op. Cit.*, (consulté le 28 août 2023)

En outre, comme signifié ci-dessus, la crise asiatique ne touchait que les pays à économie émergente. Ainsi, hormis l'Asie du Sud-Est où elle est née, cette crise s'attaqua à la Russie et quelques pays de l'Europe de l'Est, à l'Afrique du Sud et surtout au Brésil.

La Russie fut touchée au cours des mois d'octobre et de novembre 1997 et en janvier 1998, notamment au niveau monétaire avec les difficultés qu'a connu le rouble. Pour contrer cette attaque contre la monnaie russe, l'État fut obligé de relever le taux d'intérêt afin de maintenir le taux de change à un niveau acceptable. Cette action de l'État a eu comme conséquence, une forte baisse du marché des actions¹⁶.

En dehors de la Russie, les effets, de la crise étaient également perceptibles en Ukraine, en Estonie en République Tchèque où la crise a contraint les autorités étatiques à durcir la politique budgétaire et monétaire. Cette action menée par ces États a crispé les transactions et limité la croissance de ces pays¹⁷.

Certains pays en Amérique de Sud ont également succombé à la crise asiatique, qui a débuté en 1997. C'est le cas du Brésil, qui fut éprouvé dès janvier 1999. Les effets de la crise au Brésil étaient tels que des analystes ont vite fait de le classer comme la principale victime de la crise asiatique¹⁸. En effet, dès le déclenchement de la crise, en 1997, les ingrédients pour l'avènement d'une crise d'envergure ont commencé à se réunir au Brésil. En janvier 1999, des États de la Fédération du Brésil, notamment le Minas Gerais par exemple, se déclaraient incapables d'honorer leurs engagements financiers vis-à-vis de l'État fédéral. Cette situation a conduit à faire du real une monnaie flottante dès le 16 janvier 1999, selon B. Auzoui et C. Quenan (1999 : 38-45). Mais les choses ne pouvaient en être autrement, dans la mesure où le real avait perdu 40% de sa valeur, en un mois de crise (C. Terra, 2012 : 55-71). L'effondrement du real brésilien était, en quelque sorte, un corolaire des difficultés boursières du pays. Cela s'explique par le fait que la santé financière du Brésil de cette époque était telle que les investisseurs étaient de plus en plus méfiants à cause du déséquilibre des finances publiques et de la balance de paiement vacillante de l'État fédéral¹⁹.

¹⁶ Fonds Monétaire International, s.d., *L'économie mondiale : rapport d'activité 1998*, s.l., s.e., 18p., p.18

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ Egidio Luis MIOTTI et Carlos QUENAN, *Afin de contrer les effets de la crise, le Brésil est obligé de mener une « real » politique*, [en ligne] <https://www.lemonde.fr> (consulté le 1^{er} septembre 2023)

¹⁹ Egidio Luis MIOTTI et Carlos QUENAN, *Op. Cit.*, (consulté le 1^{er} septembre 2023)

En ce qui concerne l’Afrique, retenons que les marchés de capitaux de la plupart des pays d’Afrique subsaharienne étant rudimentaires, seule l’Afrique du Sud a véritablement été touchée par la crise asiatique. Elle a senti les effets de la crise asiatique à cause de ses liens commerciaux désormais étroits avec l’Asie du Sud-Est. L’Afrique du Sud a enregistré, en 1998, le taux de croissance des exportations le plus négatif jamais enregistré jusque-là, dans l’histoire du pays. Celui-ci, de 0,5% entre 1990 et 1995 et de 16,5% en 1996 a chuté à -16,5% en 1998, selon J. Coussy (1999 : 18).

En mai 1998, la croissance des investissements de l’Afrique du Sud connaissaient un fléchissement dû à la perte de la confiance des investisseurs, constaté à partir de mai 1998. De même, les pressions à la baisse, exercée sur le rand²⁰, ont été aggravées par le manque de constance de la politique monétaire, craintive de l’évolution que pouvait prendre la crise. Dès juillet 1998, le rand avait baissé de 14% par rapport au dollar, et les rendements obligatoires s’étaient fortement accrus, tandis que les cours des actions diminuaient (E. Harris, 1999 : 14-17). La situation dans l’ensemble était peu reluisante. Cette tendance à la baisse des exportations sud-africaines trouve une réelle explication dans la mise à mal du commerce mondial, par la crise asiatique en général et singulièrement par « [...] la baisse de la demande de produits primaire et de produits de premières transformation » sud-africains, qui ne trouvaient plus preneurs en Asie (J. Coussy, 1999 : 2).

Mais d’une manière générale, l’Afrique du Sud a moins souffert de cette crise, contrairement aux pays asiatiques et latino-américains. Et cela, du fait de la nature des exportations sud-africaines composées majoritairement de produits primaires et des liens commerciaux maintenus avec l’Europe et le reste de l’Afrique, notamment l’Afrique australe, où elle continuait d’écouler ses produits. Ainsi, les pertes enregistrées au niveau de la balance commerciale étaient tout de même confortables, comparé à celles des autres pays touchés par la crise. Celles-ci étaient passées de 9,1% en 1998 à 5,1% en 1999. Quant au PIB, il est passé de 4,5% en 1995 à 3,3% en 1999, comme le dit J. Coussy (1999 : 20).

La crise financière, qui s’est rapidement muée en crise économique a eu des retentissements aussi bien en Asie que dans la reste du monde. Hormis les pays de l’OCDE et ceux à économie faible, elle a sérieusement perturbé les nouveaux pays industrialisés, à économie intermédiaire. Dans les

²⁰ Le rand, c’est la monnaie officielle de l’Afrique du Sud.

pays d'Asie du Sud-Est, elle a montré les limites d'un système financier audacieux, risqué et éprouvé depuis peu par les pays de cette partie du monde. En outre, la propagation de la crise à certains pays est liée à l'étroitesse des échanges entre ces nouveaux pays touchés par la crise et ceux des pays du Sud-Est asiatique.

3. Les conséquences de la crise économique asiatique de 1997 et les tentatives de solutions

La crise a eu des conséquences aussi bien en Asie que dans le reste du monde. Elle a nécessité la prise de certaines mesures, tant des pays en détresse que des institutions financières internationales.

3.1. Les répercussions de la crise économique asiatique de 1997 sur l'économie mondiale

La première conséquence de la crise asiatique de 1997 a été la perte de la valeur de toutes les monnaies des pays frappés par ladite crise. Elle a débuté avec la perte de la valeur du baht, qui fut dévalué à 32% en 1997. Le won coréen fut contaminé par les effets de la perte de la valeur du baht et dévalué à son tour de 47%. Quant aux monnaies Taïwanaises et Singapouriennes, elles connurent des dévaluations de 15% chacune (R. Pastor, 1999 : 19-27). Le rouble, en Russie, fut également dévalué à partir du mois d'août 1998, selon un rapport du Fonds Monétaire International²¹. Le real brésilien a perdu 40% de sa valeur dès janvier 1999, selon C. Terra (2012 : 55-71). Le rand sud-africain perdit 14% de sa valeur par rapport au dollar américain (E. Harris, 1999 : 14-17). D'une manière générale, les monnaies ont perdu, en moyenne, 24% de leur valeur, comme l'écrit (R. Pastor, 1999 : 19-27).

L'effet de propagation rapide de la crise a engendré une grosse frayeur chez les investisseurs ; ce qui a limité l'accès aux capitaux privés, par crainte de contagions. Cette autre situation a donné lieu à un retrait des capitaux, du marché asiatique et une réorientation vers d'autres marchés, notamment ceux de l'OCDE. Du fait du retrait des capitaux et donc du manque de financement dans le secteur des industries, la crise atteignit les entreprises. Les conséquences à ce niveau furent aussi importantes, notamment dans certains secteurs comme les matières premières. À ce niveau, les cours des métaux ont reculé de moins de 40 % environ, entre juillet 1997 et janvier 1999. Ceux du pétrole ont chuté de presque autant entre octobre 1997 et fin 1998²².

²¹ Fonds Monétaire International, s.d., *Evolution de la crise économique dans les économies de marché émergents*, Rapport annuel 1999, pp.37-70.

²² Thomas ANDERSON et Peter AVERY, *Op. Cit.* (consulté le 29 août 2023)

En ce qui concerne l'acier, la baisse des prix et la réorientation des courants d'échanges ont ravivé les tensions commerciales au lieu de rééquilibrer le marché. En conséquence, cela n'a fait qu'intensifier le recours à des mesures anti-dumping et autres mesures semblables de limitation des échanges²³.

Dans le domaine de la métallurgie, la situation était tout aussi complexe. Pour les tôles d'acier par exemple, les transactions commerciales, notamment les exportations ou les importations, « [...] qui représentent une part importante des échanges internationaux dans le secteur, ont chuté d'environ 30 % pendant la crise jusqu'à la fin 1998 »²⁴.

On assista aux licenciements en masse et aux chômages (R. Pastor, 1999 : 19-27). Les économies, comme il fallait s'y attendre, se sont retrouvées en berne. En fin d'année 1998, les Philippines enregistraient -1% au niveau de sa croissance économique. Quant à la Corée du Sud, la Malaisie et la Thaïlande, elles avaient des croissances respectives de -6%, -15% et -8%, d'après (R. Pastor, 1999 : 19-27).

Une autre conséquence de la crise a été la mise en cause de la gestion de celle-ci par les hommes politiques. À ce niveau, les émeutes relatives à la crise ont précipité la chute du président indonésien Soeharto durant le mois de mai 1998²⁵. Quant au premier ministre malaisien, Mahathir, il était de plus en plus contesté dans son pays. Cette situation a créé un sentiment de méfiance et de paranoïa chez Mahathir, de sorte que celui-ci s'opposait à toutes les mesures extérieures, qu'il soupçonnait de conspirer contre son régime, pour juguler la crise²⁶.

Les conséquences de cette crise furent énormes. Pour rééquilibrer la balance, d'énormes mesures économiques, à la limite de l'austérité ont été expérimentées tant par les pays touchés que par les bailleurs de fonds internationaux.

²³ Thomas ANDERSON et Peter AVERY, *Op. Cit.* (consulté le 29 août 2023).

²⁴ *Ibid.*

²⁵ Jean-Raphaël CHAPONNIÈRE, *Il y a 20 ans, la crise asiatique : les conséquences toujours d'actualité*, [en ligne], asialyst.com (consulté le 28 août 2023)

²⁶ Jean Claude POMONT, *Le premier ministre malaisien semble dépassé par les évènements*, [en ligne], lemonde.fr (consulté le 04 septembre 2023).

3.2. Les tentatives de résolution de la crise asiatique de 1997

La première réaction des pays d'Asie du Sud-Est, touchés par la crise a été de prendre des mesures d'assainissement pour conjurer la situation qu'ils vivaient et surtout pour protéger d'avantage leurs économies contre d'éventuelles crises, dans l'avenir. À cet effet, des organisations régionales comme l'APEC²⁷ ou encore l'EMEAP²⁸, antérieur à la crise de 1997, ont été réactivées. Il leurs a également été confiés de nouvelles missions depuis la crise, notamment le raffermissement des liens de coopération économique entre les pays membres, d'après S. Sa et J. Guérin (2006 : 117-135).

Cette crise de 1997 a contraint les pays asiatiques à développer depuis lors des stratégies et à entreprendre des initiatives régionales pour se protéger d'éventuels chocs extérieurs. L'objectif, comme le disent S. Sa et J. Guérin (2006 : 117-135), était le « renforcement de la coopération régionale dans les domaines monétaires et financiers ». Ainsi, « des mécanismes régionaux de surveillance et d'assistance financière ont été mis en place [...] ». Ces mécanismes, dont la *Chiang Mai Initiative (CMI)*, l'*ASEAN Surveillance Process* créée en 1998, qui devint en 1999 l'*ASEAN + 3 Economic Review and Policy Dialogue*, après l'adhésion du Japon, de la Chine et de la Corée du Sud avaient toutes pour mission de prévenir les crises et les degrés de vulnérabilité des économies des pays membres (S. Sa et J. Guérin, 2006 : 117-135).

Hormis ces mesures de prévention des futures crises, de nombreuses réformes ont été engagées par les pays asiatiques. C'étaient entre autres la réforme du secteur financier, la privatisation, la libéralisation des régimes applicables à l'investissement. Dans ces pays aussi, des efforts ont été faits pour améliorer la gestion des entreprises en renforçant les règles afin d'améliorer les obligations d'information et de protection des actionnaires, tout en étudiant les moyens pour résoudre les problèmes d'endettement des entreprises. Ce fut le cas en Indonésie, en Corée et en Thaïlande où les procédures de faillite, jugées inadaptées, ont fait l'objet de réformes²⁹. Aussi, malgré le poids de grandes entreprises, notamment des *chaebols*, en Corée du Sud, les gouvernements accordaient désormais plus d'importance aux PME (P. Régnier, 1993 : 625-642),

²⁷ L'APEC : Coopération Economique pour l'Asie Pacifique a été créée le 6 novembre 1989. Cf. Perspective Monde, *création de la coopération économique pour l'Asie pacifique*, [en ligne], perspective.usherbrooke.ca

²⁸ L'EMEAP: Réunion des dirigeants d'Asie du Sud-Est et du Pacifique d'Asie Centrale. Cf. Abbreviation Finder, *Que signifie EMEAP*, [en ligne], abbreviationfinder.org (consulté le 6 novembre 2023)

Cf. EMEAP, *About Emeap*, [en ligne] ; <http://www.emeap.org> (consulté le 6 septembre 2023)

²⁹ Thomas ANDERSON et Peter AVERY, *Op. Cit.* (consulté le 29 août 2023)

en réorientant la politique du crédit à leur faveur afin de pallier les conséquences de la chute des crédits. De nouveaux engagements ont été pris, depuis lors, pour renforcer ce secteur des PME³⁰.

Pour ce qui est de la stratégie des pays asiatiques pour relever le niveau de leurs monnaies très dépréciées, il était question d'augmenter les taux d'intérêt à court terme pour enrayer l'affaïssement du taux de change, puis à abaisser graduellement les taux d'intérêt à mesure que la monnaie se stabilisait. En fait, la hausse initiale des taux d'intérêt a été modérée et pour une courte durée. Les taux à court terme ont culminé à 25 % en Thaïlande et à 35 % en Corée. Cette stratégie a eu rapidement les effets escomptés. En une semaine d'application le constat en Indonésie était que les taux d'intérêt à court terme a doublé à 30 % ; ce qui a entraîné une forte appréciation de la monnaie³¹.

À la fin de toutes ces gymnastiques pour faire face à la crise, on pouvait dire, au vu de l'évolution de la situation dans les pays asiatiques, que la conjoncture économique générale s'était améliorée. Néanmoins au regard des craintes persistantes de récidives, l'expertise des institutions monétaires internationales, notamment du FMI et la BIRD était nécessaire. À ce propos, l'assistance apportée par la BASD (Banque Asiatique de développement) à la résolution de la crise a été tout de même salutaire. En juillet 1998, la BASD a décaissé 54,9 milliards de dollars, dont 21,1 milliards de dollars à l'Indonésie, 23,3 milliards de dollars à la Corée et 10,5 milliards de dollars destinés à la Thaïlande³².

Au cours de cette même année le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale, sollicités par les pays en crise ont également apporté leurs contributions à la résolution de la crise. À ce sujet, 36,1 milliards de dollars ont été décaissés par le FMI au profit des pays asiatiques sus-cités. Ceux-ci ont respectivement été assistés à hauteur de 11,2 milliards de dollars, 20,9 milliards de dollars et 4 milliards de dollars. L'intervention du FMI visait à fournir aux pays d'Asie des financements adéquats pour faire face à la pénurie de liquidité due à la fuite soudaine des capitaux

³⁰ Thomas ANDERSON et Peter AVERY, *Op. Cit.* (consulté le 29 août 2023)

³¹ *Ibid.*

³² Fonds Monétaire International, *Le redressement de la crise asiatique et le rôle du FMI*, [en ligne], *imf.org* (consultée le 29 août 2023)

et à l'effondrement de leurs monnaies. Elle visait également à redonner confiance au marché des capitaux, d'après B. A. Bijan (1999 : 28-31).

Mais, les solutions proposées par le FMI n'ont toujours pas fait l'unanimité. Curieusement, les programmes ont suscité des critiques, notamment des populations asiatiques, qui comprenaient mal le remède apporté par le FMI. Et cela, parce que le FMI contre toute attente, demandait plus aux populations déjà éprouvées par la crise, avec une série de taxes internes, censées renflouer les caisses des Etats. Les contestations ont donc entravé quelque peu la mise en œuvre des recommandations du FMI, d'où les crises politiques observées notamment en Indonésie et Malaisie.

Conclusion

Les causes de la crise économique vécue en Asie à partir de 1997 sont multiples et varient généralement d'un auteur à un autre. Néanmoins, la cause financière, avec la chute du baht en 1997, fait l'unanimité. Les autres causes découlent généralement de la crise financière. En outre, la crise économique asiatique de 1997 est en réalité le résultat d'un modèle d'industrialisation audacieux aux fondations fragiles combiné à un système économique et monétaire non maîtrisé.

La crise a provoqué en Asie du Sud-Est, la chute et la dépréciation de nombreuses monnaies, notamment le baht thaïlandais. Elle a également provoqué dans cette partie du monde le bouleversement de toutes les grandes industries. Ses effets se sont fait plus sentir dans les pays à économies émergentes comme la Russie, l'Afrique du Sud ou encore au Brésil.

La résolution de cette crise fut d'abord l'affaire des pays directement touchés. Elle fut également l'affaire des Institutions de Bretton Woods, notamment le FMI et la Banque Mondiale, dont les expertises furent sollicitées. Elle a, par ailleurs, permis aux pays émergents et même développés d'anticiper par la prise de certaines solutions, les crises en gestation.

Sources, bibliographie et webographie

Sources

Fonds Monétaire International, s.d., *Evolution de la crise économique dans les économies de marché émergentes*, Rapport annuel 1999, p.37-70.

Fonds Monétaire International, s.d., *L'économie mondiale : rapport d'activité 1998*, s.l., s.e., 18p.

Fonds Monétaire International, 2000, *Le redressement de la crise asiatique et le rôle du FMI*, s.l., FMI, 25p.

Bibliographie

AUZOUY Béatrice et QUENAN Carlos, 1999, « Brésil : la crise financière dans les rets du calcul politique », *Critique internationale*, Vol. 5, p.35-45

BIJAN Binesh Aghevli, 1999, « La crise asiatique cause et remèdes », *Finances et Développement*, p.28-31.

COUSSY Jean et LAUSEIG Jérôme, 1999, « L'Asie et l'Afrique », *Politique africaine*, N°76, p.5-17

ERNOULD David Jestaz, 1998, « Nature, cause et conséquence de la crise asiatique », *Politique étrangère*, N°2, 63^{ème}, p.285-295.

GUILLOUËT Alain, 1998, « Crise asiatique : leçon provisoire et premier espoirs », *Revue d'économie financière*, N°48, p.195-247.

HARRIS Elliott, 1999, « La crise asiatique et l'Afrique subsaharienne », *Finances et Développement*, mars, p.14-17.

KONNICK Rodolphe De et alii, 1999, « Quelques réflexions sur la crise financière asiatique, ses causes, ses leçons et ses conséquences », *Cahier de géographie du Québec*, Vol.43, N°119, p.267-283.

LAUTIER Marc, 1999, « Les paradoxes des restructurations industrielles en Corée du Sud », *Tiers Monde*, Tome 40, N°160, p.751-774.

PASTOR Raymond De, BOUCHARAIN Laurent et PRIGENT Céline, 1999, « 1998 : une année marquée par la crise asiatique », *Statistiques et économie*, mars, p.19-27.

SA Sopenha et GUERIN Julia, 2006, « Les progrès de l'intégration monétaire et financière en Asie », *Revue de la statistique financière*, N°8, p.117-135.

TERRA Cristina, 2012, « Brésil : l'avenir est-il pour maintenant ? », *L'économie mondiale* 2013, Paris, la Découverte, p.55-71.

Webographie

Abbreviation Finder, *Que signifie EMEAP*, [en ligne], abbreviationfinder.org (consulté le 6 novembre 2023)

ANDERSON Thomas et AVERY Peter, *La crise industrielle en Asie : ce qui s'est réellement passé*, [en ligne], <https://perso.univ-rennes1.fr> (consulté le 29 août 2023)

CHAPONNIÈRE Jean-Raphaël, *Il y a 20 ans, la crise asiatique : les conséquences toujours d'actualité*, [en ligne], asialyst.com (consulté le 28 août 2023)

DESROSIERS Eric, *La dure leçon de la crise asiatique*, [en ligne], <https://www.ledevoir.com> (consulté le 29 août 2023)

EMEAP, *About Emeap*, [en ligne] ; <http://www.emeap.org> (consulté le 6 septembre 2023)

Fonds Monétaire International, *Le redressement de la crise asiatique et le rôle du FMI*, [en ligne], imf.org (consultée le 29 août 2023)

MIOTTI Egidio Luis et QUENAN Carlos, *Afin de contrer les effets de la crise, le Brésil est obligé de mener une « real » politique*, [en ligne] <https://www.lemonde.fr> (consulté le 1^{er} septembre 2023)

OMC, *La croissance du commerce mondiale accélérée en 1997 malgré la crise qui a frappé certains marchés financiers en Asie*, [en ligne], wto.org (consulté le 30 août 2023)

PARK Chung Yeol, 2008, « Le chaebol après la crise de 1997 », *Revue de la régulation*, n°3/4, 2^{ème} semestre, [en ligne], <https://journal.openedition.org> (consulté le 29 août 2023)

Perspective Monde, *création de la coopération économique pour l'Asie pacifique*, [en ligne], perspective.usherbrooke.ca (consulté le 28 août 2023)

POMONT Jean Claude, *Le premier ministre malaisien semble dépassé par les événements*, [en ligne], lemonde.fr (consulté le 04 septembre 2023).

REDTAC, *Les origines de la crise asiatique*, [en ligne], redtac.org (consulté le 28 août 2023)